



La Lettre des Alternatifs du Rhône

Numéro 60

Avril 2012

1 €

EDITO

Mobilisé-e-s dans les luttes comme dans les urnes

À quelques semaines du premier tour de la Présidentielle, les Alternatifs constatent que la majorité des candidat-e-s se détourne des préoccupations réelles de la population, ce qui peut entraîner une forte abstention, notamment dans les milieux populaires. Dans ce contexte la campagne de Jean-Luc Mélenchon, connaît une vraie dynamique, elle peut être un important élément de mobilisation pour les salarié-e-s. Les Alternatifs se réjouissent que le thème de la réappropriation des entreprises par les salarié-e-s soit bien présent dans cette campagne.

Une campagne qui fait écho aux aspirations citoyennes

La campagne de Jean Luc Mélenchon rassemble beaucoup d'hommes et de femmes qui avaient assuré la victoire du Non de gauche au traité Constitutionnel Européen lors du référendum de 2005.

Elle résonne aussi en écho du mouvement des retraites de 2010, fédère les aspirations à changer la société et les revendications sociales : augmentation des minima sociaux, baisse du temps de travail, amélioration des conditions de vie des classes populaires, égalité des droits... Elle constitue un contre feu aux instrumentalisation sécuritaires de la droite et de l'extrême droite.

Lorsqu'elle s'appuie sur les assemblées citoyennes, elle refait vivre les espaces militants et renaître une prise de conscience politique réellement à gauche, notamment chez beaucoup de jeunes. Pour les Alternatifs, ces assemblées doivent être un outil de prise de pouvoir par tout-e-s et à tous les niveaux : local, national, mais aussi dans les entreprises, pouvoir que le système actuel leur confisque.

Une campagne où la question écologique doit être abordée dans son ensemble.

La transition écologique doit s'articuler avec l'appropriation sociale: c'est pour les Alternatifs une question décisive. Mode de production, consommation, gestion des lieux d'habitat, des territoires, de l'agriculture ou des transports... toutes les thématiques s'articulent entre elles. La dette écologique

devient de plus en plus insupportable : aucun projet de transformation ne peut éluder cette question.



Batte la droite et l'extrême droite, poursuivre les luttes ici et dans le monde

L'objectif des Alternatifs dans cette campagne est de faire vivre une gauche de transformation sociale et écologique et de battre la droite et l'extrême droite. Ces objectifs essentiels s'inscrivent dans la continuité des luttes sociales et écologiques. Notre combat en France est lié à d'autres sur la planète, qu'il s'agisse des ripostes aux politiques de régression sociale, de la Grèce à l'Espagne, ou à la crise écologique. Il est solidaire des aspirations à l'émancipation démocratique, à changer la société et à concevoir un autre modèle de développement économique et à prendre ses affaires en main.

L'ensemble de ces raisons confirme le choix les Alternatifs à appeler à voter massivement pour Jean-Luc Mélenchon

Résolution de la Coordination Générale des Alternatifs, 1/04/2012

ENCARTE DANS CE NUMERO :
**UN « 4 PAGES » NATIONAL DES
ALTERNATIFS POUR LA CAMPAGNE DE
JEAN-LUC MELENCHON**

LA LETTRE DES ALTERNATIFS du Rhône - ISSN 1289 - 0189
Les Alternatifs, maison des passages, 44 rue St Georges, 69005 LYON -
contact : 69@alternatifs.org
Rédaction du n° : Alain TOULERON, Patrice BONAZZI, Michel BUISSON,
Marie-Camille CONJARD, Pascal LE BRUN, Claude-Alain RISSET, Michèle
TORTONESE, Gilbert VEYRON

CAMPAGNES 2012

Les Alternatifs, engagés dans le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, participent à l'organisation et au succès de cette campagne. Dans le Rhône, ils travaillent, avec les composantes du Front de Gauche, à la dynamique des Assemblées citoyennes en vue de mobiliser bien au-delà des cercles militants. Ils participent aux réunions départementales concernant les campagnes présidentielle et législative avec les composantes du Front de Gauche présentes dans le Rhône : PCF, PG, GU, FASE.

Concernant les élections législatives, donnant la priorité à l'objectif du rassemblement, dans la foulée de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, ils soutiendront les candidatures communes.

Sur le plan des candidatures, ils seront présents avec Thomas Brugnot, candidat suppléant dans la 1^{re} circonscription du Rhône.

QUELQUES INITIATIVES DE CAMPAGNE

(agenda très incomplet car les initiatives se multiplient : assemblées citoyennes locales, réunions thématiques, etc !)

VILLEURBANNE :

- 10/05 : Initiative publique culture, grand témoin J. RALITE - Palais du travail 19h00

- 31/05 : Assemblée Citoyenne Justice - Palais du Travail 19h00

VAULX-EN-VELIN :

-13/04 : Assemblée Citoyenne – Centre Charlie Chaplin – 18h30 : la précarité dans nos quartiers et comment la combattre

-17/04 : meeting – Centre Charlie Chaplin

-18/05 : soirée au théâtre de verdure rue P. Cot

ECONOMIE

POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE

FACE A LA CRISE QUI SE POURSUIT, FACE A LA DETTE, AMPLIFIER LA MOBILISATION

Le comité pour un audit de la dette du Rhône a organisé 4 heures "pour comprendre la dette" le samedi 24 mars. Cette première initiative publique du collectif n'a pas rassemblé les larges forces militantes : 80 participants, heureusement un peu divers ; mais même par un après midi de très beau temps, c'est peu. Dommage, l'exposé d'un responsable du CADTM et les ateliers ont effectivement permis de progresser sur la compréhension de la dette, les raisons de l'explosion de son montant et des charges d'intérêt ; côté origine : réduction d'impôt en faveur des plus riches et des entreprises, perte de recettes liée à la récession, taux d'intérêt excessifs imposés par les marchés financiers ... ; compréhension de la dette et de son usage par les puissances au pouvoir, compréhension de la situation en Grèce ...

L'accalmie actuelle ne doit pas nous endormir malgré cette première et bien tardive victoire des Etats sur les marchés avec l'abandon d'une grande partie de leurs créances par les banques. Les situations sociales, économiques, politiques sont insupportables en Grèce mais aussi au Portugal, en Espagne ... En France la récession et la rigueur s'installent et la crise de l'Europe est porteuse de dangers divers.

Le comité de l'audit du Rhône souhaite poursuivre son action dans plusieurs directions ; autoformation pour améliorer la capacité d'intervention de chacun, multiplication des interventions de rue, des débats ... L'enjeu est de poursuivre l'action pendant la campagne électorale, ce qui n'est pas aisé. L'objectif n'est pas seulement de comprendre la dette et de dénoncer ses conséquences compte tenu des choix de la droite en France ou en Europe (voir passage sur les deux nouveaux traités dans la note ci-après) mais aussi de réfléchir ensemble aux autres réponses possibles ... L'enjeu est d'amplifier le mouvement démocratique face aux conséquences de la spéculation sur la dette des Etats, face au pouvoir des banques et aux choix des gouvernements qui vont à l'encontre des choix des citoyens et les privent de leur pouvoir de décision.

Pour cela il s'agit toujours de développer un travail de longue haleine, donc au-delà des échéances électorales, en mettant en place une campagne d'éducation populaire et de mobilisation qui permette de changer la donne dans l'opinion en réaction au discours dominant sur "la nécessité" de la rigueur pour payer cette dette en partie illégitime et à coût prohibitif pour

satisfaire les marchés. Il faut concrètement ainsi contribuer à mettre un coup d'arrêt à la politique de démantèlement des services publics, de chômage.

Rejoignez le collectif du Rhône, participez aux initiatives locales !

Michel Buisson

Contact national, (contact@audit-citoyen.org)

Contact pour le Rhône (cad69@ml.free.fr) ; site est en cours d'installation ; pour plus d'infos me contacter : mam.buisson@wanadoo.fr

LA CRISE, SUITE : LA GRECE, LES AUTRES PAYS EN CRISE AVANCEE, LES TRAITES MES ET TSCG ...

(contribution Michel Buisson - 26 mars)

1 - La Grèce

Depuis "l'accord" du de la troïka imposé au peuple grec , la nouvelle est l'abandon par les banques d'une partie de leur créance mais la situation continue de se dégrader à cause des mesures imposées et faute d'aides permettant un redémarrage de l'emploi, des Services Publics ... La récession continue (perte de plus de 20 % du PIB depuis le début), 45 % de chômage chez les jeunes, déstructuration de la société (immigration, suicides ...) Cet "accord" revient à une mise sous tutelle politique et économique en installant un contrôle direct sur les comptes grecs. Là où l'Europe devrait redonner l'espoir et permettre de redresser la situation économique et sociale, elle sème l'humiliation et la paupérisation. (D'après R. Godin, la Tribune du 21/02).

2 - Les autres pays en crise avancée (Portugal, Espagne, Italie)

Le Portugal, est avec retard et dans une situation moins dégradée soumis au même régime que la Grèce. Le mouvement social (récente grève générale) ne parvient pas ici comme ailleurs à desserrer l'étouffement.

En Espagne et l'Italie sont sous la menace d'une récession forte et prolongée du fait des mesures libérales habituelles avec là un risque d'impact sur l'Europe et la zone euro bien plus forte que la Grèce et le Portugal. En Espagne, se conjuguent, un taux de chômage de 25 % (double pour les jeunes), une récession et une forte crise immobilière doublée d'un très fort endettement privé. Le déficit public est important ; la dette publique pas très forte (sans doute sous évaluée), augmente avec des coups de refinancement très élevés, alors que le système bancaire est bloquée et incapable de financer l'économie.

En Espagne et en Italie beaucoup se joue pour le pouvoir en place et pour les travailleurs sur la réforme du code du travail (réforme des règles de licenciement ...)

3 - Les deux traités : mécanisme européen de solidarité (MES) et traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'UE (TSCG), ont déjà fait l'objet de commentaires des Les Alternatifs. Ces deux traités sont indissociables puisqu'il faut adopter le second pour bénéficier du premier et donc

- dans leurs objectifs : pour être "sauvé" (bénéficier des fonds du MES) il faut adopter la rigueur libérale, la perte d'autonomie budgétaire et économique,

- dans leurs contenus : austérité (réduction des salaires, des retraites, des dépenses publiques ...) et perte d'autonomie pour les citoyens, les mêmes règles pour tous quelle que soit la situation économique et sociale.

- dans leur cadre institutionnel : les droites française et allemande (CDUMP) imposent à toute l'Europe un mécanisme (le MES) et des règles (le TSCG) totalement dérogoires au droit constitutionnel européen et des Etats (règles d'or, pilotage des choix budgétaires ... taux plafonds pour les dettes, le déficit pour le TSCG ; aucun contrôle ni compte à rendre pour le MES, géré par une instance technocratique indépendante des parlements ...)

L'objectif unique est d'imposer la réduction de la dette au détriment de toute réponse aux besoins prioritaires et de toute règle démocratique, le tout sous la coupe des deux droites qui imposent leur vision de l'Europe et de l'économie qui ne peut qu'aboutir qu'à l'austérité et au renforcement des inégalités et à la division des peuples. Je en suis donc pas tout çà fait d'accord avec l'idée du laboratoire grec, les impacts de mesures identiques variant selon les pays (comme disent les chimistes les conditions de pression et de température ne sont pas identiques).

A noter que l'échange d'une part importante de la dette grecque marque une première et bien tardive victoire des Etats sur les marchés financiers. La

situation économique européenne et mondiale reste très fragile entre récession et spéculation, toujours à l'œuvre en l'absence de réformes.

4 - Situation sociale et politique face à cette politique

Il faut bien sûr se féliciter du mot d'ordre de la CES le 29 février, des vives réactions en Grèce (y compris des initiatives autogérées), au Portugal, en Espagne (importance de la grève générale du 29) et plus récemment et modestement en Italie. Mais rien ne semble en mesure de faire, à court terme, changer le pouvoir dans ses orientations.

Les forces politiques sont à côté de leurs pompes (abstention du PS sur le MES*) et le front de gauche qui a développé une vive critique des traités reste me semble-t-il assez peu présent sur les politiques alternatives. L'objectif n'est pas tellement aujourd'hui de proposer une politique clef en main pour l'après élections mais de construire une explication et quelques propositions mobilisatrices.

** si les objectifs du MES peuvent être jugés positifs (il faut bien mutualiser des fonds pour aider ceux qui en ont besoin), ses caractéristiques institutionnelles et son lien absolu avec le TSCG le rendent totalement injustifiable y compris pour le social-libéralisme.*

GAUCHE ALTERNATIVE

VERS LA CONSTITUTION DE LA GAUCHE ALTERNATIVE EN FORCE POLITIQUE

Résolution de la Coordination Générale des Alternatifs, 1/04/12

La période se caractérise par : le croisement des crises sociale, économique, écologique, démocratique, une offensive coordonnée du capital au niveau européen contre les droits sociaux et la souveraineté populaire, la négation des enjeux écologiques par les dominants, des politiques autoritaires et de plus en plus xénophobes des droites européennes, la montée de courants d'extrême droite. Pour répondre à cette situation, il y a urgence à avancer sur les terrains des mobilisations, plus nécessaires que jamais et se rassembler.

Malgré ses limites (fonctionnement en cartel et réticences à reconnaître une réelle place aux assemblées citoyennes) l'actuel rassemblement électoral autour du Front de gauche a créé une dynamique marquante dont bénéficie et qu'amplifie la campagne avec Jean-Luc Mélenchon.

Aucun courant, aucune force nouvelle ne peut et ne pourra s'exonérer d'une construction unitaire, d'un rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique. Le Front de Gauche va être confronté dans les mois qui viennent à la question de l'indépendance à l'égard du social libéralisme, notamment autour de la question gouvernementale. Une autre question tout aussi essentielle n'est pas tranchée : celle de sa dynamique future; de nouvelles formes d'enracinement dépassant les simples intérêts électoraux communs.

Nous n'avons pas aujourd'hui les réponses à ces questions. Les Alternatifs considèrent cependant que l'entrée progressive de micro ou petites forces dans le Front de Gauche ne changerait pas plus la donne demain qu'elle ne l'a réellement fait hier, mais qu'en revanche la constitution, d'une force rouge et verte de plusieurs milliers de militant-e-s, c'est notre objectif, permettrait de poser la question de l'unité et celle des rapports avec le Front de Gauche dans des termes nouveaux, sans que nous soyons à ce stade en mesure de présumer d'une réponse.

Les Alternatifs veulent avancer clairement vers une force rouge et verte. Ils ne préjugent pas de sa forme, tout en rappelant leur option d'un parti-mouvement et pas d'un parti classique, électoraliste et pyramidal, d'autant qu'un objectif majeur est de retrouver dans le processus plusieurs courants politiques, de gauche alternative ou écologistes, et des militant-e-s des combats d'émancipation, écologiques, féministes, sociaux, altermondialistes.

Les Alternatifs ont déjà engagé dans des départements et régions comme au niveau national, des discussions avec la Gauche Anticapitaliste qui font apparaître de fortes convergences entre nos courants tant sur le projet que sur la stratégie. Des échanges ont aussi été entrepris avec les mouvements d'objection de croissance et le Forum social des Quartiers Populaires exprimant des préoccupations partagées avec les uns et les autres. En même temps un travail en commun s'engage entre représentant-e-s des Alternatifs, de la Gauche Anticapitaliste, des militant-e-s de l'écologie politique, militant-e-s communistes unitaires ou de la Fase, militant-e-s féministes et altermondialistes, exprimant de semblables convergences

dans l'optique d'une nouvelle force politique se réclamant du rouge et du vert. Les Alternatifs souhaitent que ce processus ouvert s'élargisse à toutes celles et ceux que cette démarche intéresse, au-delà des seuls courants politiques organisés, et permette de vérifier les convergences rendant possible la construction d'une force politique rouge et verte.

Des étapes pour aboutir à un mouvement politique commun peuvent être nécessaires, ce que recoupe notre proposition de coopérative de la gauche alternative. A l'issue des échanges et du travail en commun déjà engagés, des rendez-vous militants importants sont prévus pour début mai et le dernier week-end de juin.

Ces rendez-vous doivent concerner l'ensemble de la Gauche alternative et la coordination générale des Alternatifs appelle tout-e-s ses adhérent-e-s à y participer pleinement.

L'implication du plus grand nombre est une condition nécessaire à la réussite de ce processus : celui-ci ne saurait se réduire à une simple impulsion donnée au sommet par un groupe restreint. Voilà pourquoi la coordination générale des Alternatifs propose que dans chaque fédération et chaque comité local du mouvement, les informations soient données à l'ensemble des adhérent-e-s sur le processus en cours, et que des initiatives soient prises pour des rencontres locales, départementales, régionales en fonction des réalités et des forces en présence. Pour les Alternatifs, l'enjeu est de taille : pour la première fois depuis notre fondation en 1998, nous rencontrons des partenaires qui affirment nécessaire et urgente, à l'échelle nationale, la construction d'une force politique de gauche alternative, liant le rouge et le vert, et distincte tant du PCF et du PG que du NPA.

Si ce processus tient ses promesses, c'est bien la question du dépassement des Alternatifs dans une force politique plus large qui sera posée à court ou moyen terme, et qui pourrait donc être mise à l'ordre du jour du congrès ou de la conférence nationale des Alternatifs prévu à l'automne 2012.

Des expériences récentes ont prouvé que, pour donner sens aux étapes, le but doit être clair, un mouvement politique commun, démocratique, militant, radical, pluraliste et unitaire qui porte une orientation rouge et verte / écosocialiste, féministe, antiraciste et altermondialiste.

Le temps est venu de le construire, toutes et tous ensemble !

RENCONTRES ALTERNATIFS – FASE – GAUCHE ANTICAPITALISTE A LYON

Compte rendu de la réunion du 23/03/2012 à Lyon

Une rencontre de membres du département du Rhône de nos trois organisations s'est tenue à Lyon le 23 mars 2012. Cette réunion fait suite aux différents contacts qui ont eu lieu récemment au plan national, auxquels il a été fait référence. Les échanges ont permis de préciser le positionnement respectif de nos trois organisations, ainsi que les débats qui les traversent. Il est apparu des convergences importantes sur les trois points suivants :

1) Nous faisons le constat de l'existence d'une dynamique forte autour de la campagne de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle, dynamique qui va bien au-delà des forces du Front de Gauche.

2) Au-delà des échéances électorales, et quel qu'en soit le résultat, il nous semble indispensable d'inscrire nos actions dans le cadre d'une stratégie unitaire (« front large » ou « bloc anti-austérité »), regroupant toutes les forces militantes, politiques et du mouvement social, situées à gauche du PS.

3) Simultanément, il y a urgence à structurer un pôle (« rouge et vert » ou « anticapitaliste et éco-socialiste ») qui vise à rassembler des militants aujourd'hui dispersés dans différentes petites organisations, ou non organisés, et qui constituerait un 3^e courant, distinct du PCF et du PG, au sein du front ou bloc large, indispensable à sa bonne marche.

Au-delà de ces convergences, les points qui font débat (souvent au sein même de nos organisations) portent sur l'articulation entre le « front ou bloc large » et le « pôle », les modalités précises de construction du pôle, ses formes d'organisation et de fonctionnement.

Pour les semaines qui viennent, il est proposé que les relations entre nos trois organisations soient approfondies. Ceci passe par des échanges systématiques qui pourraient prendre des formes diverses : assemblées générales communes sur le département du Rhône, réunions thématiques préparées sur la base de textes d'orientation permettant de

préciser notre projet, notre stratégie et la forme d'organisation à construire ensemble.

Dans l'immédiat, tous ces points sont mis en débat au sein de nos organisations respectives et nos structures nationales en seront régulièrement tenues informées.

Gauche Anticapitaliste (GA)
Les Alternatifs
Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE)

La page de la FASE Rhône



Les AG de rentrée de la FASE et des Alternatifs du Rhône ont décidé d'aller plus loin dans la collaboration de nos deux organisations qui travaillent au même objectif de rassemblement de la gauche alternative. Parmi les décisions, celle d'ouvrir systématiquement un espace à la FASE du Rhône dans notre Lettre.

CONTRIBUTION AU DEBAT SUR LA CONSTRUCTION D'UN POLE « ROUGE ET VERT » DANS LE RHONE

1°) le principe d'un pôle « rouge et vert » (ou un autre nom bien sûr)

La FASE s'est construite sur la volonté de rassembler des courants de pensées et des groupes militants qui partageaient suffisamment en commun une vision alternative de la société pour pouvoir se « fédérer ». Mais d'emblée il y a la volonté de ne pas s'arrêter à cette étape, mais bien de créer les conditions du dépassement de cette forme fédérée vers une forme politique plus large, mais à définir en marchant.

L'acceptation d'une double appartenance au sein de la FASE me paraît être l'une des clefs à retenir pour ce que nous nous proposons de construire pour avancer. Ainsi, des camarades de la FASE sont encore adhérent-e-s d'EELV ou du PCF par exemple.

Nos visions d'alternatives radicales vis-à-vis du modèle capitaliste mais aussi productiviste sont un socle commun qui permet de nous rapprocher, issus de la FASE, des Alternatifs, de GA, mais aussi de GU, C&A et d'autres.

Mais aussi la façon de faire de la politique doit être partagée, à partir de plus d'autogestion au sein de l'organisation politique elle-même, ce point reste toutefois à vérifier entre nous, ceci demandant sûrement d'écrire des principes de fonctionnement qui feraient accord au sein de ce futur pôle.

Donc, pour faire court, se rassembler pour être plus efficaces d'une part, et d'autres part pour faire émerger un pôle qualitativement différent d'autres forces qui peuvent devenir des partenaires dans la construction d'un front large, mais avec lesquelles il faudra « repartir du bon pied » pour pouvoir construire durablement à l'avenir.

2°) Un pôle qui se situe d'emblée dans une construction d'un front large

Un front large de gauche d'alternative, par différence avec la gauche d'alternance incarnée en France par le PS et ses alliés PRG, MRC et EELV.

Sur le projet de société, la percée actuelle du Front de Gauche (même si les sondages devaient fluctuer un peu à la baisse) prouve qu'il existe une réelle attente dans le pays chez les citoyens-nnes, mais aussi chez les militant-es d'une forme large et multicolore d'organisation politique qui soit clairement anti-capitaliste, qui propose d'emblée une société qui redonne à chaque personne vivant sur le territoire les conditions d'une vie digne, dans une démarche aussi de solidarité vis-à-vis de l'Europe et du Monde.

Bien des choses restent imprécises voire absentes du programme actuel, mais il est annoncé comme devant évoluer, attelons-nous à la tâche ! C'est sur la difficulté à construire avec des partis qui sont organisés très fortement sur le modèle pyramidal que je vois le plus de travail à accomplir. Les quelques campagnes qui se sont déroulées dans le cadre du

Front de Gauche actuel (régionales, européennes, cantonales et aujourd'hui présidentielles et législatives) montrent combien les réflexes de domination sur les petites formations existent encore, surtout de la part du PCF, mais aussi de la part du jeune PG.

Pour avancer, je propose donc que nous travaillons à établir avec nos partenaires potentiels du futur front large (qui refonderait et élargirait le FdG actuel) le principe de la double appartenance individuelle, çàd la possibilité pour une personne d'adhérer d'une part directement au Front Large, et d'autre part, mais sans que ce soit une obligation, à une organisation politique de son choix, fût-elle en dehors des organisations constitutives officiellement du front Large.

3°) Une construction à partir des collectifs locaux

Nous savons que des impulsions sont souvent données par des responsables nationaux ou locaux, qui ont l'occasion de valider la proximité de leurs démarches respectives dans les actions et initiatives au fil de l'eau.

Toutefois, pour ne pas « cartelliser-fossiliser » le futur Front Large, il faut d'emblée le penser comme une construction au plus près des gens, par l'intermédiaires de collectifs locaux, dont l'échelle se détermine par la pratique militante quasi-quotidienne.

Historiquement d'ailleurs, ces collectifs existent, mais manquent d'un cadre de cohésion et de mise en commun national, voire plus large. Les prémisses existent, en particulier depuis les collectifs unitaires qui avaient réussi pour le vote non au TCE en 2005, mais qui avaient échoué à une candidature unitaire en 2007.

Aujourd'hui, à travers les collectifs locaux du FdG avec éventuellement des partenaires (c'est le cas par exemple à Villeurbanne avec le COVRA et les Alternatifs) qui organisent avec des bonheurs divers des assemblées citoyennes mais aussi des luttes locales, une démarche s'amorce qu'il ne faut pas laisser retomber après la séquence électorale en cours.

Conclusion

La construction d'un pôle rouge et vert me paraît souhaitable dans la période, pour mettre en commun une visée politique et des pratiques partagées. Ce pôle n'a d'avenir à mon sens que dans une dynamique plus large, avec d'autres organisations qui pour la plupart composent le FdG, pour porter des ruptures fondamentales avec les principes actuels du capitalisme en France, en Europe et dans le Monde.

Ce futur Front Large qui est à construire sur la durée en partant de l'élan initial actuel doit aussi s'ancrer localement pour être vivant et significatif. Les revers actuels des printemps arabes nous montrent combien il est important que le maillage militant soit dense sur tout un territoire si nous voulons que réellement la société change un jour et que ce soit durable.

Débat à poursuivre ...

Pascal Le Brun (Villeurbanne) - 23/03/12

NE RIEN LÂCHER

LE SUCCES de notre campagne repose sur les qualités notamment pédagogiques de JLM ainsi que, pour faire court, la mobilité motivée d'une masse grandissante de militants ; REMETTRE nos amis socialistes ou écolos à leur place mérite d'être fait de temps à autre ... mais pourquoi y gaspiller tant de temps et tant de place ? Cela nous rapporte-t-il quoi que ce soit politiquement ? En quoi cela favorisera-t-il les luttes à venir ?

PARTIS D'ELUS, les socio-démocrates sont avant tout des électoralistes et notre rapport de forces reposera d'avantage sur ce qui va attirer chez nous plutôt que repousser chez eux ; ainsi c'est de notre projet qu'il faut parler parce qu'il répond aux attentes du peuple et donc aussi à celles des électeurs socialistes...

ENFIN, force est de constater que les médias ne parlent plus de Sarkozy ni de son BILAN ... IL FAUT LE RAPPELER avec tous les dégâts accumulés jour après jour depuis le lendemain de son arrivée ; chaque jour tombait une avancée sociale ; chaque évènement engendrait une loi liberticide ... c'est cela que tente de faire oublier la place donnée par les médias aux drames divers et quotidiens ; FAISONS en sorte que les medias le reprennent, SANS OUBLIER qu'il y a un secteur dont on a très peu parlé, LA CULTURE dont il faudrait au moins revoir, entre autres, le statut des intermittents, pour l'équilibrer par des apports nouveaux et en extirper les entreprises qui en abusent ou détournent des fonds pour des personnels qui justifieraient un CDI ou qui sont hors champ .

ALORS ? Ne rien lâcher, surtout pas des ministres, et garder ainsi intactes nos capacités de pression, nécessaires demain pour IMPOSER la Justice Sociale...

Patrice Bonazzi (Oullins)

GRAND LYON

LA CAMPAGNE CITOYENNE SUR LA GESTION PUBLIQUE DE L'EAU DANS LE GRAND LYON CONTINUE !



Le Collectif 69 poursuit sa campagne, après avoir déjà collecté des milliers de signatures pour sa carte-pétition. Il a rencontré les groupes d'élus au Grand Lyon pour coordonner les actions du Collectif et le suivi du travail politique interne au Grand Lyon.

Les semaines et les mois qui viennent seront décisifs, à la fois pour la dernière renégociation quinquennale, et pour l'orientation qui sera prise par les élus sur le mode de gestion à adopter en 2015. Le Collectif défend l'idée d'un

référendum d'initiative locale à ce sujet. Une conférence de presse est organisée le 3 avril.



**L'EAU N'EST
PAS UNE
MARCHANDISE
C'EST UN BIEN
COMMUN.
IL DOIT RESTER
PUBLIC**

Membres du Collectif 69 : CGT (UD 69 et UGICT Grand Lyon), FSU 69, Solidaires 69, ACER, ATTAC, CNL, CGL, CSF, LDH, MFPP, Cidefe, PS, EELV, PCF, PG, Les Alternatifs, GAEC, GU, FASE, NPA, Initiative Citoyenne Vaulx
Pour tout contact : jeanmichel.drevon@orange.fr - 06 10 83 39 75 -

CONSEIL COMMUNAUTAIRE : APPROBATION DU PLAN ENERGIE CLIMAT

Le Grand Lyon a adopté le mois dernier, après un très gros et long travail, le plan énergie climat de la Communauté urbaine. Ce travail avait associé, depuis le diagnostic jusqu'au plan d'actions, de nombreux partenaires de la conférence énergie climat.

Nous publions à ce sujet des extraits de l'intervention faite au Conseil Communautaire par Alain Touleron, au nom du groupe GAEC.

(...) On sait la responsabilité particulière des grandes agglomérations dans la consommation d'énergie comme dans l'émission des gaz à effet de serre. Le Grand Lyon a déjà prouvé, dans la dernière décennie, depuis l'adoption de l'agenda 21 de 2005, la déclaration des Maires des Eurocités de 2008, qu'il entendait répondre, à son échelle, aux défis du changement climatique.

Le choix du scénario et du plan d'actions proposé reposent sur le principe d'agir sur tous les fronts, que ce soit dans les domaines de la sobriété énergétique, des transports, de l'habitat, en ne négligeant aucune piste, même là où les effets escomptés pouvaient paraître faibles, car la démarche est forcément globale, même si la réussite des objectifs des trois fois 20 % se gagnera pour l'essentiel sur les grands gisements d'économies d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre.

Nous nous contenterons de commenter quelques points.

D'une part, sur les transports, l'un des grands enjeux est celui de faire un saut significatif dans le report modal de la voiture vers les transports en commun. L'objectif affiché est une augmentation de 315 000 voyageurs par jour en transports en commun, ce qui correspondrait à une augmentation de l'offre de transport de 25 % d'ici 2020. Un tel saut est possible. Pour ne prendre que l'exemple le plus récent et qui ne concerne que le réseau de surface, la réorganisation générale du réseau bus à la rentrée 2011 (Atobus), qui s'est traduite par une augmentation de l'offre kilométrique de l'ordre de 8 %, a entraîné une augmentation de 7 % de la fréquentation. Cela suppose en tout cas un effort encore accru dans le prochain mandat sur le développement du réseau et de l'offre globale des transports collectifs et cela suppose tout autant une limitation accrue de la place de la

voiture en ville ainsi qu'une poursuite d'une logique urbaine d'agglomération plus dense et nécessitant moins de longs déplacements.

Maintenant, concernant les enjeux d'ensemble du plan énergie climat, il serait erroné de limiter les enjeux de ce plan aux seuls enjeux écologiques, même s'ils sont bien sûr centraux. Les enjeux sociaux sont très présents aussi concernant la précarité énergétique qui atteindrait, du moins potentiellement, pratiquement un ménage sur cinq de notre agglomération. L'ensemble des actions concernant les réhabilitations thermiques de l'habitat existant et l'anticipation des normes basses consommations type 2020 dans le neuf, et particulièrement dans un habitat social de qualité, ont une forte implication de ce point de vue, comme l'extension des réseaux de chaleur et leur passage progressif à la biomasse.

Donc, enjeu écologique, enjeu social mais enjeu citoyen aussi. La réussite du plan énergie climat nécessite bien entendu un engagement fort et coordonné de tous les partenaires de la conférence énergie climat mais l'atteinte des objectifs dépendra aussi de l'appropriation du plan climat par l'ensemble des habitants de notre agglomération. Ce ne sont pas là que de bonnes intentions; à en croire les objectifs chiffrés. C'est le volet d'actions concernant la valorisation des changements de comportement qui assurerait, sur l'ensemble des actions, la plus grosse économie en équivalents CO₂. 300 000 tonnes par an, c'est le cinquième de l'économie totale attendue. C'est dire l'importance du levier citoyen avec, entre autres, les plans d'éducation au développement durable, au tri des déchets, etc.

Enfin, pour conclure, au-delà des objectifs sectoriels, l'évolution des formes urbaines dans notre agglomération sera un poids décisif sur la baisse des consommations énergétiques ou sur l'émission des gaz à effet de serre. Mais, dans ce domaine comme dans d'autres, le marché immobilier joue un rôle contreproductif. Il favorise l'étalement urbain, il aggrave les ségrégations sociales et territoriales, il aggrave la spécialisation des zones. Il importe donc que des choix politiques soient faits pour pouvoir organiser des mécanismes correcteurs du marché et pour une politique foncière plus forte.

Nous voterons ce plan, bien entendu.

Alain Touleron, au nom du Groupe GAEC Grand Lyon

GREVE DES EBOUEURS

Alors que la grève est terminée, il nous a semblé intéressant de publier des extraits d'une intervention faite par Yves Fournel (président du groupe GAEC) au Conseil Communautaire du 19 mars, à l'occasion d'un vote sur la Taxe d'Enlèvement des Prdures Ménagères (TEOM).

Alors que la situation paraissait bloquée, YF appelait à la reprise des négociations par l'Exécutif du Grand Lyon, et, au-delà du rappel d'une position générale favorable à la gestion publique, abordait la nécessité d'un dialogue sur les questions de fond en suspens ...

(...) Les communes ont confié au Grand Lyon la compétence de collecte des déchets ménagers. L'organisation de la collecte est répartie selon une clé 50/50 entre la régie directe et la délégation à des entreprises privées, selon l'accord politique de la majorité pour 2008 / 2014. A la fin du mandat, il faudra en faire le bilan.

De ce strict point de vue, avec les dernières propositions du Président, cette règle est respectée. Nous prenons acte et apprécions les propositions sur le repos un samedi sur 2, la réduction de l'appel à l'intérim avec la création d'une équipe de secours, les moyens supplémentaires matériels et humains, un meilleur accompagnement des agents par la formation, le passage en régie de collecte des silos extérieurs à l'exception du verre, la proposition de dialogue sur les conditions de travail.

J'avais interpellé au nom de mon groupe le Président sur le changement de la répartition géographique des lots à la prochaine échéance et nous sommes donc satisfaits Monsieur le Président de votre engagement public sur ce point, si le principe 50/50 devait être maintenu

Cependant, je veux rappeler qu'à moyen ou long terme notre groupe est clairement favorable au fonctionnement en régie directe dans la mesure où elle pourrait faire face aux besoins des usagers, à tous les besoins, dans des conditions satisfaisantes d'efficacité et de gestion.

L'efficacité du service public nécessite un dialogue à la fois avec les usagers, les élus communaux qui les représentent et les personnels à travers leurs syndicats, pour faire converger les conditions de réalisation du service (horaires y compris atypiques et en fin de semaine, réponses diversifiées et

adaptées, collecte spécifiques des services publics des communes, secteurs centraux et touristiques, collecte sélective, ...) et d'autre part les horaires et conditions de travail des personnels.

Toutes les conditions de ce dialogue n'ont pas forcément été réunies mais il n'est jamais trop tard et le groupe GAEC appelle donc à son renforcement. Ce dialogue doit permettre de vérifier le respect par tous des règles de base et des principes éthiques de fonctionnement du service public – engagement qualité, respect d'horaires connus et respectés, transparence du fonctionnement et équité de service rendu, conditions de travail préservant la santé des agents, ...

Peut-être faut-il voir dans le conflit actuel et les incompréhensions manifestes un signe qu'il faut poser sur la table les véritables questions de fond ?

Comment faire coïncider les besoins des usagers dans leur diversité, l'organisation du service et les conditions de travail et les horaires des agents ? Comment remettre à plat des habitudes héritées de l'histoire dont le fini-parti, incompatibles à long terme avec le service public, tout en garantissant des conditions de travail correctes ?

C'est le seul chemin possible pour un retour complet à terme en régie directe que nous souhaiterions dans l'avenir.

Nos agents de la collecte ont un métier difficile, en extérieur par tous les temps, et méritent le respect pour ce travail. Ils ne sont ni des nantis, ni des privilégiés et doivent avoir des conditions correctes, des salaires corrects.

Une remise à plat globale est d'autant plus nécessaire que la mission de service public implique des collectes le samedi sur les secteurs les plus denses, que la collecte des marchés se fait aussi le dimanche, que la collecte sélective peut s'organiser à des horaires différents, pour ne prendre que ces exemples. Doit-on les laisser au privé ?

Nos agents peuvent comprendre que l'efficacité du service, de sa gestion, demande parfois de revisiter l'organisation, à condition d'avoir le dialogue social indispensable, sans préalable car les élus sont comptables et responsables de la définition du service. Ils peuvent aussi prendre en compte que nos collectivités, soumises au contrôle de la Cour des comptes sur la gestion des marchés publics, doivent respecter avis et remarques.

Notre groupe appelle donc d'urgence à la reprise du dialogue, seul moyen de sortir du conflit.

Yves Fournel, président du groupe GAEC Grand Lyon

VAULX-EN-VELIN

VOEU DU CONSEIL MUNICIPAL POUR UNE TABLE-RONDE SUR LA SITUATION DES RROMS

Présenté par notre camarade Dominique Vignon au nom des groupes de la Majorité municipale, ce vœu a été voté par le Conseil Municipal le 21/03.

Le Conseil municipal de Vaulx-en-Verin est confronté aux problèmes liés à l'installation de familles roms, environ 80 personnes, dans un site industriel désaffecté, dans des conditions totalement inhumaines. Cette installation depuis le 28 février, est intervenue suite à des expulsions successives par la police, sans aucune mesure d'accompagnement ou d'intégration, depuis septembre 2011, des squats ou bidonvilles qu'ils occupaient dans l'agglomération lyonnaise.

La municipalité a pris ses responsabilités, en hébergeant dans un gymnase, en période de grand froid, des familles victimes de l'incendie de leur squat sur le territoire de la commune. Mais cette solution ne pouvait durer que quelques jours, et les familles prévenues d'une évacuation ont décidé de s'installer dans des locaux où se posent aujourd'hui, au bout de 15 jours, des problèmes aigus d'hygiène, de sécurité, de voisinage. Des Vaudais, des Vaudaises, des associations, le personnel municipal, essayent au jour le jour de rendre la vie du squat un peu moins précaire, un peu plus humaine.

Mais le Conseil tient à exprimer sa plus vive inquiétude et son indignation face à cette situation insupportable, engendrée sur le long terme par l'inertie des pouvoirs directement responsables : L'Etat et l'Union Européenne. La Ville fait appel, comme bien d'autres villes, à ces 2 instances de pouvoir pour qu'elles assument leurs responsabilités.

Du côté de l'Etat, l'absence de volonté de traiter le problème et son aggravation par la stigmatisation des Roms dans le discours du chef de l'Etat à Grenoble pendant l'été 2010, se traduit par le refus du Préfet de

réunir de façon contraignante autour d'une table, tous les acteurs, qui pourraient se coordonner pour trouver des solutions pour quelques centaines de personnes sur une agglomération de 1,2 million d'habitants. Suite aux nombreuses demandes de notre Maire d'organiser cette table ronde, nous renouvelons de façon pressante cette demande.

Du côté de l'Union Européenne, responsable des règlements concernant la mobilité des personnes dans l'espace européen, qui s'appliquent dans chaque pays, la période transitoire concernant les citoyens des pays récemment entrés dans l'U.E. se termine en 2013, pour les Roumains et Bulgares. Mais durant cette période transitoire, en France, le problème de leur droit au séjour est traité sur un plan essentiellement sécuritaire, sans aucune prise en compte des processus d'intégration, par exemple en matière d'accès au travail, condition essentielle qui leur est refusée ... Nous rappelons que le 9 Septembre 2010, le Parlement Européen a réclamé la suspension des retours forcés, contraires au Droit communautaire, et a adopté une résolution dans laquelle il presse la France de "suspendre sur le champ" les expulsions de Roms. Il confirmait ainsi la déclaration de l'ONU du 27 Août 2010 demandant à la France de "garantir l'accès des Roms à l'éducation, à la santé, au logement, et autres infrastructures temporaires dans le respect du principe d'égalité". Comme de nombreuses associations et municipalités, nous demandons aux instances de l'Union européenne d'adopter des mesures plus contraignantes pour que la réglementation soit appliquée pendant la période transitoire et que le passage au statut de plein droit de mobilité entre pays européens soit préparé dès maintenant par des mesures favorables à l'intégration, en matière de travail, d'éducation, de santé, de logement.

Vœu voté le 21/03 par le Conseil Municipal

SAINT PRIEST

L'EAU, BIEN SI PRECIEUX

Alors que se déroule à Marseille le Forum mondial de l'eau, notre commune n'est pas épargnée par le problème de la ressource en eau. L'eau distribuée à Saint-Priest, est, contrairement à la plupart des communes de la communauté urbaine qui bénéficient de la zone de captage de Crépieux-Charmy, extraite de la nappe de l'est lyonnais, particulièrement fragile.

La qualité de l'eau pompée à la station des « 4 chênes » aux confins de la Fouillouse est en effet très menacée. En premier lieu, c'est le productivisme agricole, basé sur l'agrochimie, qui a aggravé les teneurs en nitrates et micropolluants. Avec 38mg/l de nitrates, notre eau, qui reste dans la limite de la loi (fixée à 50), n'est pas conseillée aux personnes les plus fragiles, nourrissons notamment. Et la campagne de publicité, parrainée par les fermiers, « Grand O de Lyon » vantant la qualité de l'eau du Grand Lyon n'aurait jamais dû être diffusée sur le sud-est lyonnais. Cela fut pourtant fait, via nos factures.

Autre menace qui prend de l'ampleur depuis quelque temps, l'explosion de demandes d'exploiter de nouvelles carrières au sud de la commune, en amont hydraulique de notre station de pompage. Plusieurs centaines d'hectares sont concernés malgré l'avis défavorable de la ville. Enfin le changement climatique pourrait abaisser le niveau de la nappe et donc accroître les teneurs en polluants.

Voilà pour la qualité. Mais n'oublions pas aussi que, depuis bientôt 30 ans, la gestion de l'eau a été confiée par la communauté urbaine à des entreprises privées, ce qui s'est traduit par une hausse importante du prix de l'eau. Elle est ainsi devenue l'une des plus chères de France alors qu'elle ne nécessite aucun traitement particulier et que des villes, comme Paris et Grenoble, revenues à une gestion publique, se trouvent parmi les mieux classées au palmarès des coûts.

Qualité, transparence, service public, voilà bien des valeurs qui méritent d'être défendues. Qu'on se le dise !

Gilbert VEYRON, Adjoint au Maire (tribune pour le journal municipal)

FEMINISME

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES COMMUNIQUE :

En Février, " Initiative de Femmes pour la Citoyenneté Universelle " a lancé un manifeste intitulé: « Même loi pour toutes ». En effet, elle constate l'offensive des intégrismes religieux et les reculs de toutes sortes dont les

femmes sont les premières victimes. Le " Droit Personnel " demeure encore l'enjeu principal.

Elle dénonce :

- les Conventions bilatérales et procédures d'exequatur existant entre la France et un certain nombre de pays (Maghreb, Afrique, Asie, Moyen-Orient), qui ignorent notre principe constitutionnel d'égalité femme-homme et les engagements internationaux de la France.

- Le maintien de pratiques discriminatoires, sources de violence à l'égard des femmes.

Ainsi, elle refuse de reconnaître les Codes de la famille étrangers et les lois relatives au statut personnel reposant sur des croyances religieuses (ou traditionnelles) qui violent les Droits des femmes.

C'est pourquoi, elle demande :

- L'urgence de protéger les droits des femmes immigrées en refusant le relativisme culturel.

- Un statut juridique autonome pour les femmes immigrées indépendant de celui du conjoint.

- La primauté de la loi du domicile comme dans certains pays européens.

La France a ratifié la CEDAW (Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes) qui garantit des droits égaux à toute résidente française ou étrangère

LOGEMENT / HABITAT



Coopérative habitants maison résidence est lyonnais

ET SI L'HABITAT PARTICIPATIF, L'HABITAT GROUPE OU L'HABITAT COOPERATIF, ETAIT EN TRAIN DE DEVENIR, EN PLEINE CRISE DU LOGEMENT, UN NOUVEAU MOYEN D'HABITER ?

Ces nouvelles formes d'habitat collectif reposent sur une conception et une gestion commune qui placent les habitants comme acteur essentiel du projet. Elles permettent de créer un cadre de vie plus convivial, de proposer une alternative sociale et sociétale au choix entre la promotion immobilière privée ou le logement social. Le principe de l'autogestion organise ces projets mais aussi souvent la volonté de concevoir un habitat écologique. Si l'habitat groupé propose généralement des espaces et des services collectifs, le statut juridique est bien souvent celui de la copropriété ou de la société immobilière.

La coopérative d'habitant est un type particulier d'habitat participatif par sa place dans le mouvement coopératif et donc par sa volonté de se mettre en retrait des logiques spéculatives.

La coopérative d'habitants offre un rapport original au patrimoine : la propriété, collective, est dissociée du droit d'usage. C'est la coopérative qui est propriétaire du bien, les coopérateurs sont à la fois propriétaires d'une part sociale et locataires de leur appartement. Il s'agit donc d'une troisième voie entre la propriété et la location. Le montage financier en coopérative permet une réelle mixité sociale.

La coopérative d'habitants refuse la spéculation. La fonction d'habitat et l'intérêt collectif priment sur l'investissement immobilier et l'enrichissement financier. La valeur des parts sociales, encadrée, est déconnectée de la valeur du bien ; si l'immeuble est revendu, la plus-value ne peut pas être distribuée entre les associés.

Les décisions entre coopérateurs sont prises démocratiquement selon le principe une personne = une voix, indépendamment du nombre de parts sociales ou de tout autre critère.

La coopérative veille à diminuer son empreinte écologique par ses choix architecturaux et techniques, son territoire d'implantation ainsi que son fonctionnement au quotidien.

Le modèle coopératif existe depuis de nombreuses années dans beaucoup de pays voisins comme la Suisse, l'Allemagne ou les pays scandinaves, mais

aussi ailleurs, en Amérique du Nord ou du Sud. Ce modèle a d'ailleurs fonctionné en France au cours du XXe siècle, jusqu'en 1971 où Albin Chalandon l'a aboli, après avoir initié en 1969 le «Concours international de la maison individuelle». Les formes juridiques tout comme les mécanismes de financement prévus par le législateur sont pensés pour permettre soit la location, soit la propriété individuelle, mais rien n'est envisagé concernant la propriété collective d'un bien immobilier à vocation de résidence principale.

La multiplication des coopératives d'habitation contribuerait activement à l'émergence d'un habitat accessible à tous, créateur de lien social et ouvert sur le quartier, véritable laboratoire d'écologie sociale. Un partenariat avec des bailleurs sociaux renforcerait et garantirait cette dimension sociale.

Sous la pression de groupes et d'associations, la question de la reconnaissance de l'habitat coopératif a déjà fait l'objet de propositions de loi ou d'amendements qui n'ont pas abouti. Depuis 2009, plusieurs parlementaires posent régulièrement des questions écrites au Gouvernement, sans réponse satisfaisante.

Sur le site d'Habicoop, vous trouverez, et vous pourrez signer, le texte d'un appel lancé avec la fondation de l'Abbé Pierre, pour qu'un statut propre à ce troisième type d'habitat soit établi, afin que puissent s'engager dans cette voie tous ceux qui le souhaitent (habitants et collectivités publiques), tout en leur apportant la sécurité juridique requise et en reconnaissant le caractère d'intérêt général de telles initiatives.

D'ores et déjà, une première coopérative d'habitants a vu le jour à Villeurbanne, le Village Vertical, avec le partenariat d'un bailleur social et des collectivités locales. Mais, sans cette reconnaissance juridique, son statut est précaire et ne permettra ni une large diffusion ni une durabilité de ce concept.

La coopérative d'habitants pour mieux vivre et mieux vieillir

A la suite du Village Vertical de Villeurbanne, d'autres projets émergent, en particulier celui porté par l'association Chamarel (Coopérative habitants maison résidence de l'est lyonnais) qui s'engage sur cette voie et a pour but de créer un lieu de vie coopératif pour personnes vieillissantes. Si d'autres groupes ont réfléchi à un habitat qui permette une approche nouvelle du vieillissement (Babayagas de Montreuil ou de Saint Priest), notre spécificité tient dans l'articulation de ces deux approches,

A l'origine nous sommes quelques amis ayant décidé de créer un lieu de vie intergénérationnel pour les 3ème, 4ème (et 5ème !!) âges, qui nous permette de prendre notre vieillesse en main, dans la continuité de ce qu'a été notre vie personnelle : engagement social, associatif, culturel et politique, et de ce qu'a été notre vie professionnelle : travail d'équipe, coopération.

Nous considérons que la coopérative d'habitants sera une réponse adéquate pour inventer une autre façon de vieillir qui nous permettra de rester actif et acteur le plus longtemps possible. La vie de groupe permettra de lutter contre l'isolement, l'appauvrissement intellectuel et la dépendance. En effet, la gestion coopérative nécessite l'implication de tous les habitants dans la vie de l'immeuble et encourage le développement d'un nouveau lien social par les échanges et la solidarité entre voisins/coopérateurs à travers la mutualisation d'espaces et de services. Il est aussi important pour nous de s'insérer dans la vie du quartier et de créer une maison ouverte dans une dynamique intergénérationnelle. Nous espérons rendre visible un modèle attractif pour bien vivre son vieillissement et transmettre surtout le patrimoine immatériel des valeurs d'entraide, de soutien et de solidarité.

Nous travaillons ensemble à ce projet depuis septembre 2009. L'association Chamarel (loi de 1901) en est le porteur depuis mai 2010. En pratique, il s'agit de construire un petit immeuble collectif à Vaulx-en-Velin, dans le quartier du village, à proximité des transports, des commerces et des loisirs. Cet immeuble, comprendra une quinzaine de logements de 40 à 80 m2, pour couples ou célibataires (20 à 25 personnes), ainsi que des espaces collectifs (salle commune et ouverte sur le quartier pour diverses activités sociales et culturelles, chambres d'amis, buanderie, atelier bricolage, jardin). Nous nous engageons aussi pour que notre mode de vie permette d'atteindre nos objectifs de modération de consommation des énergies et des ressources (énergies renouvelables, isolation, matériaux de construction écologiques et locaux, récupération d'eau de pluie, appareils ménagers économes et collectifs, recyclage et compostage).

L'adaptation aux handicaps que pourrait amener le vieillissement sera envisagée dès la conception du projet. Sa réalisation est espérée pour 2014-2016

Nous sommes dans une phase d'élargissement de notre groupe et nous organisons régulièrement des réunions à l'intention des personnes intéressées par le projet. Pour plus de renseignements, pour participer à une réunion d'information, pour joindre et rejoindre le groupe :

michele.tortonese@wanadoo.fr



www.habicoop.fr

« Vieillir est ennuyeux, mais c'est le seul moyen que l'on ait trouvé de vivre longtemps »

Sainte Beuve (1804-1869)

LIBRES PROPOS

CONTROLE DEMOCRATIQUE

La campagne électorale fait apparaître – ou devrait faire apparaître – des choix fondamentaux de société : que réserve le capitalisme, et comment, sans subir le sort de la Grèce, résister aux effets encore à venir de sa dernière crise ? La régression de l'ensemble des intentions de vote Bayrou, Sarkozy, Le Pen (dont les gesticulations antimondialistes cachent la profonde adhésion aux valeurs du capitalisme, se bornant à stigmatiser tous ces pourris pas assez racistes et chauvins) peut rendre raisonnablement optimisme : on peut espérer que – au delà des simples négociations de détail avec l'Europe - le futur président donnera l'exemple d'un début de remise en cause de la politique européenne à la remorque de la seule Merkel (ce qui nécessitera des mobilisations – aussi - internationales).

Mais il existe encore des pouvoirs locaux, certes limités (voire étranglés financièrement par le pouvoir central, sauf à Neuilly ...), mais qui peuvent avoir des effets directs, et ne pas se borner à gérer les dépenses obligatoires : écoles, voiries...

Et ces pouvoirs locaux ont des actions qui peuvent aussi changer la vie. On peut rappeler l'action culturelle des municipalités communistes – il y a déjà longtemps, après la guerre. Plus près de nous, certaines actions de la nouvelle majorité de la Région (même si son budget reste ridicule) et plus récemment (même si les projets ont été repris dans les cartons de Barre), la réalisation du tramway ou l'aménagement des rives du Rhône ont été des réussites de l'actuelle municipalité de Lyon (le spectaculaire ne gâche rien). Et il y a d'autres domaines où son action a été exemplaire. Je ne citerai qu'un exemple: la rénovation des bibliothèques (qui se poursuit et a déjà à son honneur les réussites remarquables de Jean Macé et du Bachut) été accompagnée d'une politique de développement et de recrutement de personnel étonnante : une centaine de personnes ont été recruté(e)s. Cette « aisance » a permis le développement de l'action impulsée par les bibliothécaires. Au même moment, l'État se dégageait du minimum de soutien que mérite cette institution remarquable, pour la plus grande des bibliothèques de lecture publique de France (Le nombre de conservateurs d'Etat est en passe de dégringoler de 14 à 4).

Cependant, au delà de telles actions, une tendance au glissement autocratique existe de façon apparemment inexorable, menaçant ceux qui ont un pouvoir, même limité (tout le monde ne peut être Sarkozy) et il convient, dans l'intérêt du public, mais aussi de ceux qui (en général) se dévouent pour le bien public, et finissent par croire détenir la vérité, de le dénoncer et de le combattre. Au delà même des qualités et des défauts personnels, il convient de dénoncer et de contrarier ces dénaturations de la gestion démocratique. Si le non cumul des mandats - Lyon mériterait un Maire à plein temps, et le Sénat un vrai sénateur du Rhône – dont on peut espérer la mise à l'ordre du jour, peut apporter, avec un vrai statut de l' élu, certaines améliorations, le contrôle des décisions et la lutte contre les « cours » qui avalisent les glissements autocratiques resteront nécessaires.

Il est facile de citer des domaines où, à Lyon, s'est installé un tel état de fait. Il en est ainsi de la gestion du Sytral, il en est ainsi de l'aide à l'Olympique Lyonnais. Les ostracisations d'un adjoint et d'un maire d'arrondissement n'ont bien sûr rien à voir avec une telle tendance autocratique ...

La gestion du conflit des éboueurs, avec la caricature qu'offrent les réactions des responsables du Grand Lyon, est telle que la radio nationale a repris intégralement, pour l'information, les tracts de l'intersyndicale. (Le dossier peut-être remis à plat, et on pourrait rappeler que les travailleurs ne se mettent pas en grève pour le plaisir. Même s'ils ont de bonnes raisons, voire s'ils sont persuadés avoir raison, en se situant comme chefs d'entreprise, les

élus municipaux doivent ils nécessairement se calquer sur les « patrons de choc » ?). Le vrai bilan des externalisations, prévues ou présentes - doit être mis en œuvre - comme sur la gestion de l'eau ! N'est-il pas temps que ceux qui entourent le Maire cessent de protéger ses glissements (ou ses dérapages)?

De telles tendances ne sont pas extraordinaires. A Besançon, citée comme un modèle pour sa gestion de l'eau, il a fallu il y a une quinzaine d'année une épreuve de force entre les citoyens, PS compris, et le Maire socialiste pour empêcher la privatisation du service – et, en même temps lui faire abandonner son soutien dément au pharaonique grand canal du Rhône au Rhin promu par Barre, et un élu avait été décrit, par les étudiants après une conférence sur le rôle des syndicats comme « un ancien syndicaliste FO devenu patron ».

Claude-Alain Risset

SOLIDARITE INTERNATIONALE

LES FEMMES EN NOIR et la PALESTINE

Pour marquer la Journée des Femmes et le dixième anniversaire de la constitution de leur groupe (9 Mars 2012), les Femmes en Noir de la région lyonnaise ont adressé un courrier à l'Ambassadeur d'Israël à Paris, pour lui signaler leur action et sa durée, pour lui demander d'intervenir auprès de son gouvernement et pour lui dire qu'elles continueront leur action bien accueillie par la population (veille en noir et en silence tous les vendredis de 18 à 19h sur les marches de l'Hôtel de Ville de Lyon et distribution de tracts) aussi longtemps que nécessaire. Un autre courrier a été adressé au Maire de Lyon.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le mouvement des Femmes en Noir, créé en 1987 à Jérusalem par des femmes israéliennes, a eu pour objectif de dénoncer la continuation de l'occupation par Israël des Territoires Palestiniens (Cisjordanie et Gaza). Il est rapidement devenu un mouvement international.

Pour sa part, le groupe de Lyon assure une veille, debout et en silence, chaque vendredi de 18h à 19h depuis le 9 mars 2002. Dix ans, donc, de présence pacifique pour réclamer une paix juste et durable au Proche-Orient. Pour cet anniversaire des dix ans de notre démarche, nous avons décidé de vous faire part de notre consternation, indignation et inquiétude devant l'évolution de la situation dans les Territoires Palestiniens Occupés : Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza.

Consternation face à la non-application par Israël des résolutions de l'ONU, indignation et inquiétude face à la colonisation toujours plus étendue et aux violations de la IVème Convention de Genève menées à l'encontre de la population des Territoires Occupés.

C'est pourquoi nous vous prions de transmettre aux personnes qui gouvernent votre pays notre demande pressante pour qu'Israël applique les résolutions de l'ONU concernant la question israélo-palestinienne, qu'Israël, enfin, se conforme au droit international et au droit international humanitaire. Seulement ainsi une paix juste peut se construire. Quant à nous, nous veillerons aussi longtemps que nécessaire pour qu'enfin justice soit rendue au peuple palestinien. Dans le ferme espoir d'être entendues, nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de notre respectueuse considération.

Les Femmes en Noir de Lyon fenlyon@hotmail.fr

Consultez le site national des Alternatifs :

www.alternatifs.org

LA LETTRE DES ALTERNATIFS du Rhône

ABONNEZ-VOUS ! Bulletin à retourner à : Les Alternatifs, maison des passages, 44 rue St Georges, 69005

NOM, Prénom :

Adresse :

.....

.....

Adresse électronique :

Je souhaite m'abonner à la Lettre des Alternatifs du Rhône (Joindre un chèque de 5€ à l'ordre : « Les Alternatifs Rhône »)